



Jean Michel Morel : « La révolution est-elle soluble dans des accords provisoires ? »

Ballast

16 janvier 2019

Entretien inédit pour le site de Ballast

« Nous allons très bientôt passer à l'action pour neutraliser les groupes terroristes en Syrie », lançait Erdoğan le 8 janvier 2019, sur fond de retrait progressif des 2 000 soldats états-uniens déployés dans le pays gouverné par Bachar al-Assad. Le pouvoir turc ciblait là les révolutionnaires, majoritairement kurdes, de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord/Rojava — dont il occupe l'un des principaux cantons, depuis 10 mois, aux côtés de combattants islamistes issus de l'Armée syrienne libre. Les cadres de la révolution négocient dès lors l'appui militaire du régime de Damas, en dépit de la répression dont les démocrates syriens, kurdes compris, ont été de longue date l'objet. Avec son roman *Retour à Kobâné*, Jean Michel Morel, écrivain et collaborateur au journal *Orient XXI*, nous embarque dans un thriller géopolitique ayant pour point de départ l'une des cellules de la prison de Villepinte. Le lecteur s'attache aux destins bientôt liés des personnages principaux, Erwan Badrakhan — membre du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) — et Leyland Woodrow Baxter — professeur américain dans le Montana, emprisonné en France pour une histoire de drogue. Fiction, actualité et Histoire s'entrecroisent alors...



Le personnage principal de votre livre, Erwan Badrakhan, est un Kurde emprisonné en France. Depuis sa cellule de la prison de Villepinte, il ne peut assister qu'en spectateur aux événements qui se déroulent au Rojava. Fiction ou œuvre historique ?

Fiction, bien sûr. Mais contexte historique certain. Erwan est en prison pour avoir été mêlé à un échange de coups de feu avec des agents des services secrets turcs — le MIT — opérant en France. L'assassinat des trois militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan, **Fidan Doğan**, **Sakine Cansiz** et **Leyla Söylemez**, dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013 à Paris, montre que le MIT n'hésite pas à agir en dehors de la Turquie. Et à agir violemment...

Dans sa cellule, Badrakhan a rangé sur une étagère, aux côtés de *L'Espoir* de Malraux et des œuvres de Camus, Dumas ou Simenon, un ouvrage de Murray Bookchin. Est-ce le signe que l'essayiste américain, disparu en 2006, a influencé toute une génération, au Kurdistan et ailleurs ?

« Construire une Syrie démocratique dans laquelle les Kurdes délègueront à l'État des pouvoirs régaliens mais géreront de façon autonome ce territoire. »

Les réflexions théoriques de **Bookchin**, passé par le marxisme pur et dur (et souvent réifié), l'ont conduit à envisager l'émancipation politique et sociale ainsi que le combat écologique de façon plus libertaire, en délaissant le dogmatisme stérile. Erwan, qui est un cadre du PKK, un homme de la maturité, s'est frotté à cette pensée qui fait primer l'organisation « nucléaire » et horizontale de la société sur toute organisation verticale. Ce « **confédéralisme démocratique** » implique de se dégager, en particulier, du système



clanique et du patriarcat. Deux constantes des sociétés moyen-orientales — mais pas que, évidemment — que les Kurdes progressistes, suivant les traces d'Öcalan, le leader du PKK embastillé depuis 18 ans sur l'île-prison d'Imrali, s'efforcent d'abolir. En particulier parce qu'ils sont convaincus que la suppression de l'aliénation capitaliste pour les humains passe d'abord par la pleine liberté donnée aux femmes, premières victimes de ces formes archaïques d'organisation de la société et de domination de ses membres. Mais, comme vous y faites allusion, Erwan sait aussi apprécier l'écriture romanesque de Simenon. Ou celle d'Alexandre Dumas. Un militant n'est pas qu'un bloc de pensées théoriques toujours prêt à les déverser sur le moindre auditeur : Erwan est un individu dans lequel des émotions artistiques ont trouvé leur espace d'épanouissement, qui n'est indifférent ni à la beauté des choses, ni aux joies de l'amour.

Vous évoquez clairement dans votre ouvrage le changement de stratégie mené par le PKK et Öcalan : une bifurcation idéologique inévitable pour protéger une population meurtrie par des années de guerre ?

Öcalan a potassé Bookchin et, bien que les deux hommes ne se soient jamais rencontrés, une grande connivence s'est établie entre eux via une correspondance épistolaire. Les « fondamentaux » d'Öcalan, ex-marxiste radical, ont bougé. Dès lors, la question de l'indépendance du Kurdistan turc et, plus encore, l'utopie d'un grand Kurdistan rassemblant sa composante turque, syrienne, iranienne et irakienne ont été abandonnées. Öcalan ne voulait pas substituer aux nationalismes souvent belliqueux, xénophobes et mortifères de ces pays un nationalisme kurde tout aussi arc-bouté sur une identité plus ou moins magnifiée, conduisant à d'inévitables dérives dans ses rapports aux populations non-kurdes. Selon lui, la question kurde est devenue plurielle et doit se traiter dans chacun des quatre États par des processus de conciliation et de reconnaissance de sa spécificité. C'est tout le projet du Parti de l'union démocratique (PYD) au Rojava. Construire une Syrie démocratique dans laquelle les Kurdes délèguent à l'État des pouvoirs régaliens (la défense nationale, en particulier) mais géreront de façon autonome ce territoire — qui n'est pas un confetti puisqu'il est grand comme la Belgique. De plus, la guerre de guérilla ne peut s'éterniser au risque soit de se déliter, soit que les « militaires » prennent le pas sur les « politiques ». L'armée turque est la deuxième armée de l'OTAN, c'est dire sa capacité militaire. Quant à la nomenclatura turque militaire ou civile, on peut considérer, au vu de l'Histoire, qu'elle a le goût du sang. Il faut donc s'en souvenir avant de se lancer dans un conflit armé. Les 40 000 morts de ce qu'il faut bien appeler une action d'éradication ethnique dans le Bakûr, le Kurdistan turc, sont essentiellement des civils. Pas seulement des combattants — même si ceux-ci ont payé un lourd tribut dans les affrontements avec l'armée. C'est en pesant tous ces éléments qu'Öcalan s'est acharné à rechercher une

trêve puis la paix. Dans le roman, Erwan montre que l'on n'est pas passé loin de la réussite de cette stratégie. Si elle a échoué, la responsabilité en revient à Erdoğan, pas au PKK.



Manbij, avril 2018 : cours à la Maison des femmes (© Yann Renoult)

Vous évoquez la volonté conciliatrice et démocratique du PYD. L'essayiste libertaire Pierre Bance pointe pour sa part le « pouvoir hégémonique » de ce parti. Comment maintenir un discours ouvert à la nuance ?

Dans son ouvrage *Un autre futur pour le Kurdistan — Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique*, Pierre Bance met en perspective le projet et la réalité d'aujourd'hui. Il décortique les ambitions du PYD et de ses alliés et n'hésite pas à pointer les apories théoriques et donc, à ce jour, pratiques de leur discours. Le tout sans oublier la singularité du contexte et sans remettre en cause leur volonté sincère de transformation de la société. Il nous appelle à être vigilant sur d'éventuelles dérives mais jamais ses propos ne visent à déconsidérer l'existant au point de tomber dans ce qu'il dénonce lorsqu'il écrit : « La pire des choses serait une adhésion les yeux fermés au crédit du romantisme révolutionnaire ou son pendant, un rejet sans appel au nom de la pureté anarchiste. » Au Rojava, dans les circonstances actuelles, la seule force organisée et efficace, c'est effectivement le PYD. Efficace politiquement — des avancées substantielles ont eu lieu dans différents domaines comme les droits des femmes ou la



justice, les assemblées qui, quelque soit leur niveau, sont forcément dirigées par un homme et une femme mais aussi par un·e Kurde et un·e Arabe (ou un·e Turkmène), etc. Le PYD s'est montré aussi efficace militairement. Qui a organisé et fédéré Kurdes et Arabes (dans un rapport 40/60, c'est à souligner) pour créer les [Forces démocratiques syriennes](#) (FDS), sinon lui ?

« La guerre est tout sauf un état de grâce dans lequel l'évaluation des comportements pourraient se faire toujours et uniquement à l'aune des critères d'une vie civile sereine. »

Je ne crois pas possible d'évaluer la situation au Rojava en évacuant cette question essentielle : il s'agit d'une contrée en guerre. La guerre n'excuse pas tout — et certainement pas les débordements d'autoritarisme encore moins l'arbitraire ou la cruauté — mais elle oblige à ne pas se tromper dans ses jugements. Dans la [colonne Durruti](#), parmi les troupes d'[Emiliano Zapata](#) ou encore dans les rangs de la [Makhnovchtchina](#) de [Nestor Makhno](#) en lutte contre les Blancs¹, la discipline n'était pas une option. Elle était une nécessité. Un impératif catégorique, pour parodier Kant. La guerre est tout sauf un état de grâce dans lequel l'évaluation des comportements des individus pourraient se faire toujours et uniquement à l'aune des critères d'une vie civile sereine. Hier et encore aujourd'hui face à Daech, il y a quelques mois à Afrin face aux mercenaires de la Turquie (les jihadistes recyclés et les égarés de l'Armée syrienne libre), demain certainement face à la soldatesque turque, les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) et des Unités de protection de la femme (YPJ) ne se sont pas battus, ne se battent pas et ne se battront pas seulement pour vaincre mais pour survivre au risque d'une tentative génocidaire — dans ce domaine, de ce dont les Turcs sont capables, les Arméniens s'en souviennent.

Kobâné est devenue un symbole pour les Kurdes du monde entier... Cela explique le titre de votre roman ?

Kobâné n'est pas seulement une ville emblématique pour les Kurdes, quelle que soit leur nationalité, mais elle l'est ou du moins devrait l'être pour tous les démocrates, pour tous les progressistes, pour tous ceux qui se réclament des changements révolutionnaires et, plus largement, pour tous ceux qui ont en horreur le fascisme — quelle qu'en soit la couleur. Kobâné est la Stalingrad des Kurdes. C'est là, pour citer Victor Hugo, que « *l'espoir changea de camp, que le combat changea d'âme* ». C'est à partir de cette victoire obtenue dans le sang et les larmes pour les camarades tombé·e·s que le monde a compris que Daech n'était pas invincible. Il faut se souvenir qu'avant Kobâné, un

général américain parlait d'une « *guerre de 30 ans* » contre Daech. C'est grâce à la résistance des YPG et des YPJ — formées, soutenues et encadrées par des officiers du PKK — que les États-Unis et la Russie ont pris conscience que, dos au mur mais combatifs comme jamais, ces Kurdes-là ne laisseraient pas les jihadistes être maîtres de leur destin. Dans le roman, Erwan qui a dû suivre la bataille à la radio n'entend pas suivre les autres — car il y en a eu beaucoup d'autres, et ce n'est pas terminé... — depuis sa cellule.



Derik, avril 2018 : cimetière des martyrs (© Yann Renoult)

Sur le terrain, la population semble prise en étau, entre la « kurdophobie » régionale et la volonté d'extension territoriale de la Turquie d'une part, et la volonté de Bachar al-Assad de refuser tout projet d'autonomie en Syrie de l'autre. Les alliés des Kurdes — Européens inclus — semblent regarder ailleurs...

Erwan utilise l'image du marteau et de l'enclume : le marteau turc et l'enclume syrienne. Quant à l'Europe, embourbée dans ses problèmes internes — Brexit et montée des populismes, inconséquence écologique, désamour des peuples envers le « projet européen » —, elle n'a ni politique étrangère commune, ni capacité de peser sur la suite des événements. En cas d'agression turque, elle appellera Erdoğan « à la retenue » ; c'est la seule chose qu'elle a su faire au moment de l'invasion d'Afrin. Et déjà, en mai



1987, le général [Ali Hassan al-Majid](#), cousin de Saddam Hussein, proclamait à propos des Kurdes d'Irak : « *Je vais les tuer tous avec des armes chimiques ! Qui va dire quelque chose ? La communauté internationale ? Qu'elle aille se faire foutre !* » « Ali le chimique », ainsi qu'il était surnommé, avait raison d'être serein : le [massacre de Halabja](#) a laissé de marbre la communauté internationale.

En Europe, si une frange importante de la gauche s'est solidarisée avec le projet politique à l'œuvre au Rojava, une partie d'entre elle continue de s'en désintéresser, voire de porter un regard hostile sur cette révolution. Pourquoi ?

« Pourquoi une partie de la gauche européenne fait la fine bouche ? »

Pourquoi une partie de la gauche européenne fait la fine bouche ? Parce qu'elle ne comprend rien aux enjeux de civilisation qui concernent en premier lieu les Kurdes, mais qui les dépassent. Parce qu'elle est inculte et sclérosée par une pensée réductrice où la pureté révolutionnaire prime sur la survie d'un peuple. Devant les réticences de Leyland — son camarade de cellule — à ce qu'Erwan, une fois dehors, tente de passer un accord avec les Russes, celui-ci lui rappelle les épisodes de la Seconde Guerre mondiale : Roosevelt et Churchill, constatant leur efficacité, ont soutenu les maquis communistes en Grèce et en Yougoslavie. Quant à Leyland, lui revient en mémoire que son grand-père, engagé dans les Brigades internationales, aurait bien voulu que la France et la Grande-Bretagne ne pratiquent pas la politique de non-intervention. Ni Madrid ni Barcelone ne seraient tombées aux mains des franquistes et, très certainement, la Seconde Guerre mondiale n'aurait pas eu lieu... On peut toujours faire fi du monde réel, refuser tous les compromis, ne pas tenir compte des intérêts des uns et des autres et préférer n'avoir que des ennemis et jamais d'alliés, aussi provisoires et incertains soient-ils, mais, dans ce cas, on fait un trait sur ses propres objectifs sachant qu'on ne les atteindra jamais.

Nous entendons bien votre critique de la « pureté » révolutionnaire. Le communiste syrien Yassin al-Haj Saleh, opposant à Assad, s'était montré très dur vis-à-vis des révolutionnaires du nord de la Syrie : il avance que les Kurdes sont des « outils » des Américains, que le PYD n'est pas maître de ses « objectifs » et que le Rojava utilise « un discours moderniste qui parle aux classes moyennes occidentales »... Cette critique de nature anti-impérialiste, traditionnelle dans l'histoire de la gauche radicale, n'a aucune pertinence à

vos yeux ?

L'écrivain [Yassin al-Haj Saleh](#) est un communiste opposant au régime syrien. En m'inclinant devant son courage — il a payé de 16 années d'emprisonnement cette opposition — et sans vouloir polémiquer, je m'interroge sur ses formulations : si les Kurdes étaient les « *outils* » des Américains, aurions-nous tant à nous soucier de leur devenir en ce début d'année ? Et j'ajouterais que si un « *discours moderniste* » consiste à donner aux femmes tous leurs droits (y compris celui d'hériter à égalité avec les hommes, ce que les femmes tunisiennes sont encore à revendiquer), à porter attention à l'écologie, au développement des savoirs et de la culture, à prôner la laïcité dans le respect des croyances, à refuser les distinctions entre les ethnies et à chercher à éradiquer le patriarcat tout en tenant à distance le nationalisme propice à la xénophobie, alors dépêchons-nous d'être tous modernistes, la planète et les peuples ne s'en porteront que mieux...



Kobanê, avril 2018 : route vers Manbij (© Yann Renoult)

La CIA joue un rôle central dans votre intrigue. Ses agents ne reculent devant rien pour livrer Erwan Badrakhan aux Turcs. Dans la réalité, en ce moment même, la politique américaine est au centre de toutes les attentions : lâchés par les Russes à Afrin, les Kurdes des deux autres cantons du Rojava semblent en sursis...



La CIA est omniprésente car elle l'est dans toutes les zones de conflit. Elle dispose de moyens considérables et n'est pas embarrassée par la morale. Sa nouvelle patronne, Gina Haspel, nommée par Trump, un amoraliste sans vergogne, a dirigé une prison secrète en Thaïlande où l'on torturait les prisonniers. J'ai imaginé que l'Agence avait passé un deal avec Erdoğan concernant la base militaire d'Incirlik, que les Turcs tardaient à mettre au service des Américains. Il faut donc que les Américains « récupèrent » Erwan pour l'échanger. Lui, est dans l'ignorance de ce complot. Cette ambiguïté de la CIA, le jeu trouble auquel elle se livre n'est effectivement pas sans rappeler la situation toujours incertaine dans laquelle se trouvent les Kurdes du Rojava. Si les Turcs passent la frontière à l'est de l'Euphrate, peut-on imaginer que les Américains s'opposent à eux manu militari ? Ce serait, depuis le conflit gréco-turc à propos de Chypre, la deuxième fois que l'on verrait deux armées de l'OTAN se confronter. Mais, en l'occurrence, il s'agit des deux premières armées du Pacte de l'Atlantique Nord. Impensable ! Erdoğan a beaucoup de cartes en mains. L'éventuel refus de Washington et du Pentagone de contrer la Turquie diplomatiquement voire d'installer une no fly zone au-dessus du Rojava en est une ; l'amnésie des peuples en est une autre. Tous ceux qui ont respiré lorsque les Kurdes, organisés en Forces démocratiques syriennes pluri-ethniques et pluri-confessionnelles, repoussaient les combattants de Daech et prenaient plus que leur part à son quasi-démantèlement semblent avoir oublié cet épisode.

Le mois de décembre 2018 a été pour le moins mouvementé. Quelques jours avant l'annonce du retrait des forces américaines de Syrie, Erdoğan adressait un sévère avertissement en bombardant des positions du PKK au Kurdistan irakien... La révolution nord-syrienne est-elle en danger ?

« Les intentions d'Erdoğan sont claires : mettre fin à l'expérience du Rojava, très mauvais exemple pour les Kurdes de Turquie. »

Assurément. Les intentions d'Erdoğan sont claires : mettre fin à l'expérience du Rojava, très mauvais exemple pour les Kurdes de Turquie. Comme nous avons pu le constater à Afrin, il en a les moyens militaires. Quel que soit le courage des YPG et des YPJ, c'est un rouleau compresseur qui se mettrait en route si Erdoğan se lançait dans l'aventure. Comme à Afrin, il collerait en première ligne tous ces jihadistes qu'il protège, soigne et nourrit — une chair à canon qui n'a plus guère le choix et qu'il récompense par le partage des dépouilles, les autorisant à occuper les habitations, violer et piller. Les témoignages à ce sujet de ce qui s'est déroulé dans le canton d'Afrin sont légion. Cependant, lors des conflits, les retournements d'alliance sont monnaies courantes — et,



contrairement à ce que l'on affirme, ce n'est pas une spécialité de la région. L'Europe a connu ces revirements lors du dernier conflit mondial. Donc, rien n'est joué, même si le syndrome du [sandjak d'Alexandrette](#) paraît habiter le sultan d'Ankara. Cette portion de territoire donnant sur la Méditerranée, à la frontière de la Syrie et de la Turquie, a été enlevée à la Syrie en 1939 pour être donnée par la France et la Grande-Bretagne à la Turquie afin d'acheter sa neutralité face à l'Allemagne nazie. Erdoğan se verrait bien possesseur des trois cantons du Rojava transformés en *sandjaks*². Qui s'y opposerait vraiment au nom de l'intangibilité des frontières — tant évoquée à propos du rattachement de la Crimée à la Russie ? Est-ce que ce découpage serait les prémisses de la balkanisation de la Syrie ?

En plus d'aller à l'encontre de la stratégie américaine qui prévalait jusque-là, la décision de Trump a provoqué plusieurs démissions marquantes dans l'administration américaine. Depuis, le président américain a semblé faire machine arrière. Le 8 janvier 2019, John Bolton, conseiller pour la sécurité nationale de la Maison Blanche, a affirmé qu'il n'y aurait pas de retrait américain tant que la Turquie ne garantirait pas la sécurité des combattants kurdes...

On peut penser que Trump, plus impulsif que jamais, a fini par prendre la mesure de sa décision. Résultat, il se trouve en difficulté avec deux de ses grands alliés. L'un, Israël craint que le désengagement américain ne donne les coudées franches à l'Iran pour rester en Syrie et conforter le fameux et plus ou moins fantasmé « arc chiite » — qui, de Téhéran, passerait par Bagdad, Damas (les alaouites du clan al-Assad étant rangés parmi les chiites) et, au Liban, par le Hezbollah. L'autre, la Turquie qui ne veut pas voir se constituer un territoire autonome à dominante kurde à sa frontière sud. Et maintenant, après avoir laissé entendre qu'il abandonnait les Kurdes syriens, Trump, par la voix de Bolton, exige d'Erdoğan qu'il en garantisse la sécurité. « *Les dieux rendent fous ceux qu'ils veulent perdre* », disait Sophocle. Trump n'est pas dieu (même si le rôle doit le tenter) mais, en tous les cas, il s'y entend pour affoler tous ceux qui, collaborateurs ou alliés, sont contraints de subir ces revirements de girouette. Pour les Kurdes, ce changement de pied ne constitue sans doute qu'une rémission. Et nous aurions torts de considérer que tout danger est écarté et qu'ils vont pouvoir sereinement poursuivre leur expérience révolutionnaire. À mon sens, la plus grande des vigilances s'imposent encore et s'imposera longtemps.



Sinjar, décembre 2014 : Agid, au milieu, commande les troupes du PKK dans la montagne et la ville de Sinjar (© Yann Renault)

En désespoir de cause, le Rojava s'est stratégiquement tourné vers le régime de Bachar al-Assad il y a quelques semaines. La « realpolitik » à l'œuvre depuis le début du conflit syrien ne remet donc pas en cause les ambitions émancipatrices de la révolution ?

Formulée autrement, la question est : la révolution est-elle soluble dans des accords provisoires ? Dans des alliances de circonstance ? Pour avancer des réponses, il serait aisé de rappeler une anecdote historique concernant Lénine ainsi que l'une de ses citations favorites. L'anecdote, c'est bien sûr l'histoire mythique du wagon plombé que les Allemands auraient mis à sa disposition pour qu'il puisse rentrer en Russie afin de prendre la tête des forces révolutionnaires et que, conformément à ses déclarations, il mette fin à la guerre à l'est — au prix de lourdes concessions territoriales. Quant à la citation, elle est bien connue : « *Pour dîner avec le diable, il faut une longue cuillère.* » Lénine aimait avoir recours à ce dicton exprimant un solide bon sens. Mais comme le rappelait Alfred de Musset avec non moins de bons sens : « *Les proverbes sont selles pour tous chevaux.* » Donc, prudence. Au Rojava, la direction du PYD détient-elle le couvert adéquat, doté d'un manche suffisamment long pour ne pas se brûler en soupant avec ses alliés du jour, éventuels ou probables adversaires de demain ? Ceci étant, après l'annonce du lâchage des Américains et l'attentisme des Russes, avait-elle le choix ? Ne fallait-il pas essayer de sécuriser la zone convoitée par Ankara ? Et ce, non pas par



volonté de conserver le contrôle d'un territoire durement gagné contre Daech, mais de façon à protéger les populations kurdes qui y résident. Sachant comment les mercenaires de la soi-disant Armée syrienne libre et la soldatesque turque se sont comportés à Afrin, il y avait urgence.

« Prudence », nous dites-vous. En août 2018, Saleh Muslim, figure politique du Rojava, avançait : « Nous sommes parvenus à changer 20 à 25 % de la société entière. » Peut-on vraiment imaginer que la révolution, si elle parvenait à se sauver en acceptant l'aide desdits alliés « diaboliques », tienne tête, à terme, au désir de normalisation du régime d'Assad ?

« Si les Kurdes se contentent de se draper dans leur dignité et refusent tout compromis, ils seront massacrés. Purs, mais morts. C'est un choix. »

Au-delà de la boutade de Lénine, je réfute la diabolisation des uns ou des autres. Non pas parce que j'aurais des doute sur le fait qu'al-Assad est un criminel de guerre, et qu'à ce titre il mérite d'être jugé et sévèrement condamné, mais parce que la politique n'est qu'un échiquier sur lequel se jouent les rapports de force. Dans ce jeu forcément cruel, puisqu'il met en cause la vie des gens, des individus peuvent témoigner d'un comportement particulièrement barbare. Mais ce n'est que l'écume des choses. Le fond, ce sont les intérêts des partis en présence. Al-Assad a besoin d'affirmer sa souveraineté sur la Syrie. Une souveraineté disputée par les Turcs, par les Iraniens à leur manière (ils font venir des familles de *pasdarans* pour « peupler » le pays), par les Russes qui tiennent à leur accès aux mers chaudes, vieille lubie tsariste, par les jihadistes de toutes obédiences, comme ceux de Daech, du Front al-Nosra (ex-Al Qaeda) rebaptisé Jabhat Fatah al-Sham, ou encore des islamistes du Front national de libération protégés des Turcs (ça ne s'invente pas comme appellation, pour un pays expansionniste !), des Chinois qui n'attendent qu'une stabilisation du pays pour débarquer dans le cadre des nouvelles routes de la soie et « aider » à reconstruire le pays, de l'Arabie saoudite et des Émirats Unis qui aimeraient profiter du chaos pour trouver un espace à leurs ambitions (voir leur action au Yémen) et... des Kurdes, qui entendent bien capitaliser sur leurs victoires militaires pour négocier et se faire entendre dans le cadre d'une Syrie confédérale.

Présentement, l'ennemi principal des Kurdes (hormis Daech), ce sont les Turcs. S'appuyer sur al-Assad (en fait sur les Russes) pour bloquer les Turcs est une bonne carte. Ensuite, obtenir des Russes une alliance de circonstance plus poussée pour

reconstruire une Syrie dans laquelle l'autonomie du Rojava soit garantie, serait un joli coup aussi. Je développe cette hypothèse dans le roman. Personne n'a oublié que Mao Zedong, pour vaincre et chasser les Japonais, s'est allié avec le Kuomintang. Ce ne fut pas fin de la partie puisqu'ensuite il s'est retourné contre son allié provisoire et l'a vaincu. Je n'ai aucune sympathie ni pour Lénine ni pour Mao Zedong, je ne me sers de ces péripéties historiques que pour montrer que les alliances se font et se défont. L'essentiel est de rester en vie. Si les Kurdes se contentent de se draper dans leur dignité et refusent tout compromis — comme ils en ont conclu un à Manbij —, ils seront massacrés. Pours, mais morts. C'est un choix. Il a ses vertus pour ceux qui, depuis leur canapé, regardent tout ça à la télé. Pour les populations kurdes et pour le PYD, c'est autrement compliqué. Pour tout dire, je ne voudrais pas être à la place de Saleh Muslim et de ses camarades. Ils n'ont aucune assurance qu'ils pourront conduire à bien leur projet révolutionnaire, c'est certain. Mais s'ils échouent, c'est eux et eux seuls qui en subiront les conséquences. C'est ce qui m'interdit de leur faire la leçon.



Kobanê, avril 2018 : Nisrin à la coopérative textile ouverte par le mouvement des femmes, le Kongra Star (© Yann Renoult)

Dans le roman, vous faites allusion à la poésie turque. Pourquoi ce recours ?

À un moment, Erwan va lire à Leylan un vers de [Nazim Hikmet](#). De la génération de Louis Aragon, Hikmet fut et reste sans doute l'un des grands poètes du XX^e siècle. Exilé parce que membre du Parti communiste turc, il a été le chantre d'une poésie humaniste. Erwan



utilise un vers plein d'espoir pour faire entendre à Leyland qu'il ne mène pas un combat contre les Turcs mais bien contre un système qui méprise les Kurdes et leur dénie le droit d'exister en tant que tels. Aujourd'hui, on peut considérer que les positions du [Parti démocratique des peuples](#) (HDP) dirigé par [Selahattin Demirtaş](#), qui ambitionne de rassembler tous les progressistes de Turquie, illustrent cette affirmation. Puisque j'ai cité la guerre d'Espagne et Louis Aragon, je voudrais terminer cet entretien par ces quelques vers que ce dernier écrivit en hommage à Federico Garcia Lorca, fusillé à Grenade par les soldats de Franco : « *Quoi toujours ce serait la guerre la querelle / Des manières des rois et des fronts prosternés / Et l'enfant de la femme inutilement né / Les blés déchiquetés toujours des sauterelles / Quoi les bagnes toujours et la chair sous la roue / Le massacre toujours justifié d'idoles / Aux cadavres jeté ce manteau de paroles / Le bâillon pour la bouche et pour la main le clou* ». Le poète questionne. À nous de répondre. Si *Retour à Kobâné* a un mérite, un seul, c'est d'avoir tenté qu'au moins on se souvienne, comme Leyland s'en fait la confidence à lui-même, que « *là-bas, dans un pays ravagé par les bombes et la mitraille, des gens sont aux prises avec le Léviathan* ».

Photographies de bannière et des vignette : Rojava, © Yann Renoult

1. Membres de l'Armée blanche, hostile à la révolution bolchevik.[↵]
2. Du turc *sancak* : « bannière » ou « étendard ». Il s'agit d'une division administrative de l'ex-Empire ottoman.[↵]